

Marx, spectre discret de la gauche

PAR FABIEN ESCALONA ET ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 9 AOÛT 2018

À gauche, Marx n'est plus une référence aussi incontournable que par le passé. Pour autant, ni lui ni les questions qu'il a laissées pendantes n'ont été effacées. L'une d'elles concerne l'organisation des partisans d'une sortie du capitalisme : quels groupes sociaux mobiliser, avec quelle stratégie et au sein de quelles structures ?

Par une ironie de l'Histoire, dont on ne saurait dire s'il s'agit d'une tragédie ou d'une farce, voilà que la référence à Karl Marx se retrouve appropriée par le cœur de la Macronie. Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, a ainsi cherché à légitimer la critique du coût des aides sociales par une citation célèbre de la Première Internationale : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Il s'agissait bien sûr d'un contresens, **dûment corrigé par son paternel**, formé à l'école un peu plus rigoureuse du trotskisme. Mais le président lui-même est allé jusqu'à ériger Marx en conseil de lecture à la jeunesse, dans un entretien pour le magazine *Elle*.

Là encore, la confusion n'était pas loin, le ministre Macron **ayant aussi fustigé** l'« *espèce de lecture marxiste* » des députés qui s'opposaient à la loi devant porter son nom. On peut considérer que cet hommage sans conséquence au penseur communiste relevait du syncrétisme brouillon qui a caractérisé de nombreux discours de Macron, notamment **pendant la campagne** présidentielle. Il s'inscrit cependant dans un intérêt renouvelé des classes dirigeantes pour Marx, trahissant une certaine inquiétude quant aux contradictions du capitalisme, de plus en plus difficiles à surmonter dans un contexte d'épuisement des gains de productivité et des artifices financiers (*lire nos deux premiers volets, ici et là*). **Même le très libéral *The Economist* juge « pertinente » la pensée marxiste aujourd'hui et invite les « dirigeants du monde » à lire le penseur de Trèves.**

Qu'on la juge inquiète, bravache ou grotesque, la référence à Marx tranche en tout cas avec le mantra qui fut longtemps celui de l'aile droite du Parti socialiste (PS), pourtant grande pourvoyeuse de ressources humaines pour la Macronie. Contre les éventuelles dérives « irresponsables » du parti, il était en effet fréquent d'appeler ce dernier à se débarrasser de son « *surmoi marxiste* ». Avec le recul, cette injonction peut faire sourire. S'il faut filer la métaphore freudienne, le dernier quinquennat et sa conclusion ont plutôt témoigné de la revanche réussie du « ça (néo)libéral ». Surtout, même la « mauvaise conscience » socialiste s'est de moins en moins exprimée en termes marxistes.

Marx, une passion française



Sous la direction de Jean-Numa Ducange
Antony Burlaud

 La Découverte
Recherches

Pour qui voudrait s'en convaincre, on ne saurait trop conseiller la lecture des premiers chapitres de *Marx, une passion française*, ouvrage collectif dirigé par Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud. Les différents auteurs indiquent que l'importation des idées de Marx dans le socialisme français a été résistible. La tradition républicaine préexistante, la nationalité de Marx et une certaine aversion envers les intellectuels ont pu constituer des obstacles. La force de propagande des partisans de Jules Guesde, l'intérêt porté à Marx par Jaurès, en dépit de ses différences, et enfin le défi représenté par la scission communiste ont cependant abouti à faire de Marx un « *marqueur identitaire* » crucial pour la SFIO (ex-PS).

À travers différents passeurs et plusieurs « voies d'apprentissage », dirigeants comme militants ont partagé une culture marxiste, qu'il n'a jamais été question de passer par-dessus bord. Les scissions des ailes droites, au début des années 1930 ou à la fin des années 1950, ont d'ailleurs été déterminées par d'autres enjeux. Utilisée comme outil de différenciation ou de stigmatisation dans les luttes internes, revendiquée pour critiquer la dénaturation bolchévique du Parti communiste (PCF), ou au contraire pour prendre langue avec les communistes à partir d'un terrain commun, la référence à Marx n'a cependant jamais été purement instrumentale.

Le déclin contrasté de la référence à Marx

Le véritable tournant se produit avec l'épreuve du pouvoir à partir de 1981, sur un programme pourtant « marxo-keynésien ». « *Au gouvernement et au Parlement, raconte l'historien Mathieu Fulla, la disqualification de la référence est rapide ; le choix d'une politique de "rigueur" rend toute expertise marxisante suspecte. Un temps consultés par l'Élysée, les économistes régulationnistes sont rapidement écartés des lieux de décision.* » Le rythme du déclin de l'influence marxiste s'avère plus lent dans le parti, mais la direction générale est identique, notamment après l'évolution et la scission du courant chevènementiste, qui avait fortement contribué à « marxiser » la doctrine socialiste. Le départ du groupe mélenchoniste, un des plus idéologisés et formés du parti, n'a fait que prolonger la tendance.

En mesurant les occurrences du champ lexical marxiste dans les congrès ordinaires du PS, Mathieu Fulla montre bien leur disparition totale à l'approche des années 2000. D'ailleurs, les déclarations de principe successives du parti témoignent d'un délaissement de l'analyse en termes de lutte des classes et de toute visée révolutionnaire. Fait significatif, même l'aile gauche n'échappe pas au phénomène. Comme le relève Mathieu Fulla au congrès de Poitiers de 2015, « *aucune des quatre motions en lice ne mentionne le nom de Marx. [...] Le rapport entretenu à l'auteur du Capital par les finalistes de la primaire de 2017 a confirmé de manière éclatante le caractère*

désuet de la référence dans les milieux socialistes. [Même] chez Benoît Hamon, Marx est frappé de damnatio memoriae, ses analyses s'accommodant fort mal des mots d'ordre de transition écologique et de perte de centralité du travail ».

Les choses sont évidemment moins tranchées du côté communiste. Marx et plus particulièrement le marxisme-léninisme ont été mis au cœur de la doctrine du PCF, en réaction à la « corruption » de l'internationalisme prolétarien dont s'étaient rendus coupables les socialistes ralliés à l'Union sacrée. Par ses écoles de formation, sa presse, ses maisons d'édition... le parti de Thorez, Waldeck-Rochet et Marchais aura contribué à populariser les idées marxistes plus qu'aucune autre organisation. Avec la déstalinisation et la montée d'une contestation étudiante nourrissant une extrême gauche virtuose sur le plan théorique, les critiques de l'orthodoxie du PCF ont cependant grossi. Il n'a guère su les intégrer, jusqu'à la mutation initiée par Robert Hue au mitan des années 1990, soldée par une dilution des idées marxistes plutôt que par leur renouvellement.

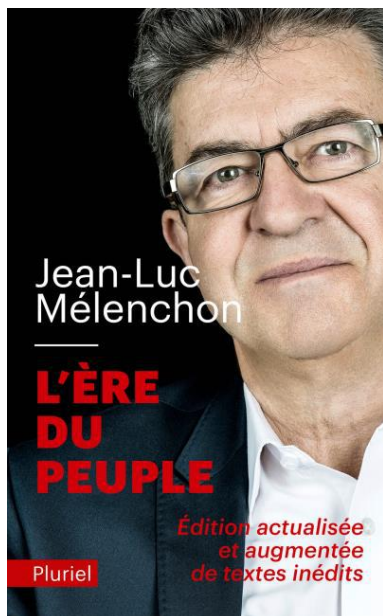
Ce dernier s'est néanmoins produit dans les champs intellectuel et académique, la floraison de ces « mille marxismes » étant tout de même répercutée par des organes affaiblis mais encore existants, comme le quotidien *L'Humanité* ou le centre de recherche Espaces Marx. L'historien Anthony Crézégut relève que « *depuis 2008, avec la crise du capitalisme financier et les failles dans l'hégémonie du discours néolibéral, les formations du PCF, notamment au niveau fédéral ou dans les universités d'été, retrouvent un second souffle* ».

Les obstacles à l'auto-émancipation

Au PG et à La France insoumise, le groupe de responsables réunis autour de Mélenchon n'a pas non plus jeté aux orties la référence à Marx. En revanche, tout marxisme « mécanique » est proscrit : il n'existe pas pour eux de loi de l'Histoire qui déterminerait l'évolution des formations sociales, et ils ne considèrent pas que les institutions et les idées dominantes dérivent des rapports sociaux de production. La culture est pour eux un champ

de bataille à part entière. Selon les héritages nationaux, elle peut même devenir un moteur de l'action révolutionnaire. Quand on sait l'admiration de Mélenchon pour Jaurès – artisan à son époque d'une synthèse entre la doctrine marxiste et la tradition jacobine d'un socialisme républicain et moral –, cette façon de penser n'est guère étonnante.

Elle aura été singulièrement raffermissée par l'étude des expériences politiques en Amérique latine et en Europe du Sud, et par l'intérêt exprimé envers l'**approche populiste**, dont Ernesto Laclau et Chantal Mouffe se sont faits les théoriciens auprès des gauches. Il est cependant significatif que Mélenchon ait pris ses distances avec le « *post-marxisme* » revendiqué par ces derniers, confiant ainsi à l'**équipe du Vent se lève**: « *Je n'identifie ni ne résume la formation du peuple comme le font Ernesto Laclau et Chantal Mouffe à l'acte purement subjectif d'auto-définition du "nous" et du "eux". Je redoute les spirales qu'entraîne souvent la philosophie idéaliste. Pour moi, le peuple se définit d'abord et avant tout par son ancrage social.* »



Pour comprendre cette réserve, il faut tenir compte du fait que Mélenchon et ses proches entendent encore s'inscrire une philosophie et une analyse « *matérialistes* » de la société. Le leader insoumis ne conçoit pas l'hégémonie comme une

opération discursive visant à suturer des demandes démocratiques hétérogènes. Il n'oublie pas que pour Antonio Gramsci, l'hégémonie naissait « *à l'usine* », en fonction d'une structure de classe possédant une certaine objectivité. Depuis, les conditions matérielles d'existence ont justement été bouleversées, et Mélenchon s'en veut un observateur. Dans son ouvrage **L'Ère du peuple**, paru en 2014, il met ainsi en avant l'accélération démographique de l'humanité et sa concentration croissante dans les villes, d'où surgiraient de plus en plus de luttes transcendant les frontières traditionnellement tracées entre différents groupes sociaux.

Les contours de ce nouvel acteur du changement social restent **cependant flous**, de même que l'outil militant qui lui permettra de s'organiser jusqu'à la destruction des structures de pouvoir du capitalisme contemporain, tout en conquérant son autonomie. Qu'il soit prolétarien, urbain ou assimilable aux « **99 %** » spoliés par les « **1 %** » – ce qui définit un premier enjeu, celui du sujet politique à constituer –, se pose en effet la question de la capacité de ce peuple de « s'émanciper lui-même », sans être tenu dans la dépendance des structures anciennes, ni dans celle des chefs qu'il s'est donnés ou en lesquels il s'est reconnu.

Le problème est identifié depuis longtemps par les intellectuels du mouvement ouvrier. Dans le schéma de l'évolution des modes de production, les classes motrices du changement avaient jusque-là conquis leur indépendance économique. Sous le capitalisme, les travailleurs occupent en revanche une position subalterne vis-à-vis de ceux qui détiennent les moyens de production. Le philosophe **Constanzo Preve** (auteur d'une **Histoire critique du marxisme** stimulante, ayant cependant suivi une évolution politique hasardeuse), parle même d'une « *subalternité incorrigible* ».

Selon lui, les classes dominées n'ont pas spontanément les moyens matériels ni intellectuels d'édifier par elles-même un autre modèle de société, si bien qu'elles s'en remettent nécessairement à « *une couche spécialisée [susceptible] d'évoluer en une nouvelle classe dominante* ». Que le travail social

soit accaparé par une minorité n'est pas une donnée fondamentalement nouvelle. Le propre du capitalisme, en revanche, consiste à être mû par un processus d'accumulation perpétuelle, qui finit par conditionner l'ensemble des existences, chacun – exploitateur ou exploité – devenant dépendant d'un univers de marchandises sur lequel il n'a aucune prise.

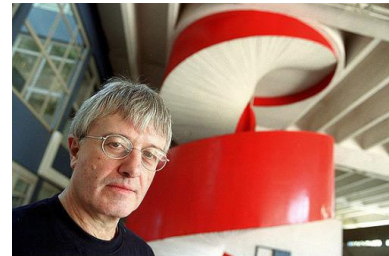
Les travailleurs salariés, en tant que « *classe économique* », pourraient ainsi difficilement devenir la « *classe philosophique* » que Marx voyait en fait dans le prolétariat, dans la mesure où ce dernier avait pour mission de désaliéner l'humanité entière. Pour Preve, « *le marxisme édifié après la mort de Marx a été construit sur du sable, puisqu'il a voulu refouler la nature explosive de cette équation entre une classe philosophique et une classe économique, donnant comme admise leur identité* ». Même avec d'autres candidats que la classe ouvrière dans le rôle du « sujet » privilégié de l'émancipation, ce problème n'aurait pas été surmonté par la suite.

On touche ici au cœur de la difficulté rencontrée à un moment ou un autre par toute organisation révolutionnaire, et qui éclaire le paradoxe de la situation actuelle. La crise du modèle néolibéral du capitalisme est évidente et met en lumière la pertinence de la critique du capitalisme de Karl Marx. Elle a ruiné le consensus néokeynésien, qui était une forme de « digestion » keynésienne du néolibéralisme, et a porté à nouveau l'intérêt sur les questions centrales de la pensée de Marx : les inégalités, la création de valeur, la financiarisation et la circulation du capital. Le bouillonnement intellectuel dépasse la seule sphère de l'économie, au point qu'en mai dernier, le magazine de la gauche étasunienne *Jacobin* pouvait évoquer « *un nouveau siècle marxien* ». Et pourtant, les traductions politiques de cette renaissance restent à la peine.

Une des réponses à ce paradoxe réside dans la conversion généralisée des groupes sociaux aux valeurs du capitalisme, notamment grâce à la diffusion de la consommation et du crédit. L'envie de consommer et la capacité que donne le crédit de le

faire, puis la dépendance que crée ce dernier au bon fonctionnement du système auraient ainsi fait perdre toute volonté des masses de sortir du capitalisme.

Un parti marxiste a-t-il encore un sens ?



Robert Kurz (1943-2012).

La théorie critique de la valeur, développée par l'Allemand Robert Kurz dans les années 1990 à partir de Marx, va plus loin et considère que le fétichisme de la marchandise, autrement dit l'acceptation de la domination de la notion de marchandise pourtant formée par l'homme, est désormais généralisée. Tout mouvement politique est donc condamné à chercher des moyens de sauvegarde de la marchandise. Dès lors, il est vain de chercher une réalité politique à la lutte de classes et une issue politique au système capitaliste. La politique est devenue une sous-classe de l'économie. « *La politique est toujours plus clairement et ouvertement une économie politique* », explique Kurz dans un article de 1994 intitulé *La fin de la politique*.

La constitution d'un parti d'inspiration marxiste devient alors impossible. Aucune classe sociale ne peut accepter de porter le projet d'abolition du capitalisme. L'an passé, **dans un entretien accordé à Mediapart**, le principal représentant en France de cette école, Anselm Jappe, ne pensait pas « *qu'il puisse y avoir une ligne de combat avec un groupe social sur lequel miser pour sortir du capitalisme, comme on pouvait le croire jadis, notamment concernant le prolétariat* ». Et de conclure : « *Je pense que l'on n'arrivera à rien par la politique, par des lois ou par des parlements.* » Dès lors, l'action passerait par des initiatives locales, par des mobilisations qui font reculer « *le marché et l'État* », et qui progressivement réduiraient ainsi le domaine de la marchandisation. Un projet qui n'est pas sans rappeler ceux des

socialistes utopistes, de Charles Fourier à Robert Owen, qui envisageaient de créer des communautés échappant à l'ordre capitaliste et destinées à grandir jusqu'à remplacer ce dernier. Quand on sait que Marx cherchait à se démarquer de cette démarche, l'histoire ne manque pas d'ironie...

Si elle peut paraître comme fondamentalement pessimiste et parfois comme stérile sur le plan politique, la théorie critique de la valeur interpelle de façon majeure toute action politique marxiste, ou inspirée du marxisme. Elle réfute l'existence d'une lutte de classes et donc d'un prolétariat capable de porter le mouvement historique. Les travailleurs occidentaux auraient renoncé à cette tâche, conduisant ainsi les partis de gauche à trouver d'autres voies : celle d'un néolibéralisme à visage humain pour la social-démocratie, ou celle d'un retour à Keynes et à l'ordre fordiste protecteur mais consumériste pour la « gauche radicale ». Le rejet d'un capitalisme exploiteur porté par la classe exploitée aurait fait place à des groupes sociaux divers, unis par l'univers de la marchandise et tentant de gérer au mieux des intérêts parfois divergents.

Dans une perspective marxiste, la lutte de classes n'aurait certes pas disparu en termes réels, mais se serait perdue en termes politiques. D'où la volonté « populiste » d'élargir la lutte à une opposition entre « l'élite » et le « peuple » ou, dans sa version économique, entre les « 1 % » et « les 99 % ». Le problème serait alors de prendre un pouvoir économique et politique confisqué. Mais l'objet de cette prise de pouvoir ne saurait être le dépassement du capitalisme, précisément parce que les groupes sociaux constituant les 99 % ne le souhaitent pas, mais aussi parce que l'évolution du capitalisme elle-même rend l'unité de ces 99 % très hypothétique. D'où la difficulté de la démarche populiste et même d'une simple opposition à l'évolution néolibérale du capitalisme.

Bruno Amable et Stefano Palombarini, ont rédigé en 2017 *L'Illusion du bloc bourgeois*, une fine analyse de la crise politique française au travers des blocs sociaux et de la dynamique du populisme.

Interrogés par Mediapart (lire leur entretien complet dans l'onglet Prolonger), ils nuancent : « *il y a un populisme à rejeter et un autre populisme probablement nécessaire* », affirment-ils. Selon eux, « *l'opposition efficace au bloc bourgeois [celui qui soutient l'évolution vers un modèle néolibéral, ndlr] doit se construire sur les thèmes liés à la relation salariale et à la protection sociale : il faut donc rejeter le populisme qui remplacerait purement et simplement les clivages engendrés par l'organisation de la production avec d'autres, comme par exemple celui entre « le peuple » et « les élites ». Cette forme de populisme est celle qui, en Italie, a conduit à l'alliance entre Ligue et 5étoiles, qui ont dans leur programme de gouvernement la lutte contre le précaire mais aussi la flat tax, c'est-à-dire une réduction des impôts concentrée principalement sur les revenus les plus hauts* ».



Les Illusions du Bloc Bourgeois, Raison D'Agir, 2017 © DR

Mais, il existerait, selon eux, une autre forme de populisme, « *nécessaire* ». Celle qui « *découle des transformations d'un monde du travail de plus en plus fragmenté, atomisé, dans lequel les solidarités de classe apparaissent toujours plus difficilement. En termes marxistes, c'est le passage de l'intérêt « en soi » à l'intérêt « pour soi » qui, pour les classes dominées dans la relation de travail, est devenu très compliqué* ». Dès lors, « *un discours qui s'adresserait*

directement et seulement aux « travailleurs » aurait un impact limité, à cause du fait que les travailleurs, surtout ceux que les transformations néolibérales confinent dans des positions d'isolement, ont du mal à se reconnaître dans une seule et unique catégorie. L'appel au « peuple », catégorie plus facilement englobante, peut dans ce cadre avoir une plus grande efficacité politique et trouver ainsi sa justification, à condition cependant que les critères de construction du « peuple » soient ceux que nous avons énoncés ».

Selon eux, il semble évident que « *les politiques impulsées par le bloc bourgeois vont d'elles-mêmes s'occuper de ramener la lutte des classes au centre de la scène* ». Ce mouvement obligera alors les autres partis à se situer dans un cadre structuré par un conflit social destiné à s'accroître. « *L'héritage marxiste consisterait à penser et orienter ce conflit en soulignant le rôle central de la divergence d'intérêts liée à la propriété des moyens de production, à l'organisation du travail, à la relation salariale, à la protection sociale. Si les positions marxistes sont celles qui donnent la priorité à la défense des intérêts que la dynamique capitaliste confine à une position de faiblesse, oui, une opposition efficace au bloc bourgeois doit s'en inspirer* », concluent Amable et Palombarini.

À la recherche d'alternatives

Pour autant, préviennent-ils, « *cela ne va pas de soi* ». Pour deux raisons. La première, qui est une spécificité du Vieux continent, est que « *le bloc bourgeois cache sa véritable nature, et a tendance à se présenter comme une coalition qui se constitue autour de la défense de la construction européenne ; ce qui laisserait penser que naturellement, l'opposition devrait se réunir autour de la défense de la Nation.* » Et dès lors, « *l'intérêt du bloc bourgeois de faire face à une opposition nationaliste* ». Face à ce piège, une opposition de gauche devra centrer sa critique de l'UE et de l'euro « *à partir de la défense des intérêts sacrifiés par la dynamique capitaliste, et cela dans la plus grande clarté, donc en soulignant toute la distance qui la sépare* » des nationalistes.

Mais ce mouvement doit également affronter un autre défi : face à la souffrance engendrée par les réformes néolibérales « *afficher au premier plan l'objectif d'un dépassement du capitalisme serait sans doute en décalage avec les attentes d'électeurs qui demanderont surtout, et avec urgence, d'en corriger les effets socialement dévastateurs* », avancent Amable et Palombarini. Selon eux, « *le bloc bourgeois ne défend pas seulement le capitalisme en tant que tel, mais une organisation néolibérale du capitalisme : l'urgence n'est pas de dépasser le capitalisme, mais de combattre les réformes néolibérales, même si le dépassement du capitalisme peut évidemment rester un objectif de plus long terme* ».

On perçoit donc la difficulté d'un nouveau parti d'inspiration marxiste. Sa forme ne pourrait alors plus être celle du parti ouvrier classique. Il devra s'élargir à d'autres groupes sociaux qui rejetteraient le capitalisme pour des raisons pouvant être diverses : précarité croissante, remise en cause de la protection sociale, crise écologique, creusement des inégalités... Il faudrait alors que ces groupes acceptent l'idée du caractère néfaste du fonctionnement capitaliste sur chacune de ces questions et envisagent son dépassement. Si la critique marxiste est désormais suffisamment large pour offrir les fondements à cette vision, ce dernier élément s'avère crucial pour se distinguer de la logique populiste « à l'italienne ».

Cette voie est peut-être celle empruntée par le « socialisme » étasunien défendu par Bernie Sanders. Ce dernier revendique une remise en cause profonde du système économique capitaliste, tout en élargissant ce besoin de justice à d'autres thèmes, comme l'égalité raciale ou l'environnement. Depuis la victoire de Donald Trump, l'aile socialiste du parti démocrate a insisté sur cette critique de l'injustice de la logique capitaliste. Avec quelques succès, **comme l'élection d'Alexandria Ocasio-Cortez à**

la primaire démocrate de la 14^e circonscription de l'État de New York pour la chambre des représentants.



Julia Salazar, candidate socialiste démocrate au Sénat américain.

Une de ses camarades, Julia Salazar, candidate démocrate et revendiquée socialiste, pour le Sénat de New York, établissait **dans un entretien récent à *Jacobin*** la différence qu'elle voyait entre « *socialiste* » et « *progressiste* ». Son propos ne manque pas d'intérêt pour de futures recompositions politiques : « *Les socialistes admettent que, dans le capitalisme, les riches sont capables – par le contrôle privé de l'industrie et de ce qui devrait être des biens publics – d'accumuler de la richesse en exploitant la classe ouvrière et les classes inférieures. Ceci perpétue et accroît les inégalités. Un progressiste s'en tiendra à proposer des réformes qui aident les gens, mais qui ne transforment pas le système. Par exemple, un progressiste pourrait être favorable au fait de contraindre les propriétaires à réaliser des travaux nécessaires, mais si vous n'établissez pas un contrôle des loyers et, au final, l'abolition de la propriété privée, [...] vous vous contentez de simplement mettre la poussière sous le tapis.* »

Cette distinction et cette volonté de remise en cause globale distinguent nettement le « socialisme démocratique » étasunien du populisme acclimaté à l'Europe, même si ce dernier s'appuie aussi sur la question des inégalités. Là où le populisme oppose de façon générique élite contre peuple, le socialisme des *sanderistass* s'appuie sur les classes qui souffrent

le plus d'un système qu'elles ont en théorie intérêt à modifier en profondeur. Le retour du marxisme en politique passerait-il donc par les États-Unis ?

Pour aller jusqu'au bout d'une forme renouvelée, ce retour devrait aussi s'inspirer des réflexions de Gramsci actuellement redécouvertes, notamment à propos de la fameuse question de l'organisation. L'intellectuel italien, à défaut de vivre dans nos temps néolibéraux, avait tout à fait conscience de l'impasse ouvriériste, et du fait que les « *masses subalternes* » du capitalisme partaient d'une position plus difficile que celle de la bourgeoisie en son temps. Sans cesse en proie aux divisions suscitées par les dominants, elles font face à un État et une société complexes, dotés de puissants appareils de persuasion en faveur de l'ordre social en vigueur.

L'enjeu serait alors celui d'une élévation *et* d'une démocratisation culturelle, visant la conquête d'une véritable autonomie par rapport aux cadres de pensée existants. Le parti devrait alors accueillir la diversité des secteurs engagés dans des combats anticapitalistes, animateurs et militants se nourrissant les uns les autres, dans un processus de déspecialisation intellectuelle. Inspiré par cette vision, le philosophe et militant révolutionnaire Panagiotis Sotiris parle de « *Front uni intégral* » **dans un article de la revue *Période***. Selon lui, « *“construire le parti” signifie aujourd'hui : créer des réseaux, des espaces, des tribunes de discussion, de nouvelles sphères publiques, des pratiques militantes, une discipline communiste ; trouver des formes inédites pour les luttes contre l'exploitation et la répression, ainsi que pour les pratiques de résistance, de blocage, de réappropriation et de libération. Il ne s'agit donc pas d'une simple campagne de recrutement mais d'un “processus constituant permanent”* ».

Prolonger

Voici l'intégralité des réponses à nos questions apportées par Bruno Amable et Stefano Palombarini, dont une partie est intégrée au texte de l'article.

La réponse à un bloc bourgeois qui s'étend désormais du centre-gauche à la droite libérale peut-elle être un parti reprenant certaines positions

marxistes comme la lutte de classes ou le dépassement du capitalisme ? Peut-on imaginer un dépassement de la vision « léniniste-soviétique » du marxisme qui reprendrait des messages plus modernes comme la lutte contre la financiarisation, l'écosocialisme, le rejet de la précarité ? Ces pensées post-marxistes existent mais ne semblent pas réellement devoir trouver de traductions politiques modernes...

Les politiques impulsées par le bloc bourgeois vont d'elles-mêmes s'occuper de ramener la lutte des classes au centre de la scène ! Cela obligera les autres partis à se situer dans un cadre structuré par un conflit social destiné à s'accroître. L'héritage marxiste consisterait à penser et orienter ce conflit en soulignant le rôle central de la divergence d'intérêts liée à la propriété des moyens de production, à l'organisation du travail, à la relation salariale, à la protection sociale. Si les positions marxistes sont celles qui donnent la priorité à la défense des intérêts que la dynamique capitaliste confine à une position de faiblesse, oui, une opposition efficace au bloc bourgeois doit s'en inspirer. Cela ne va pas de soi, surtout que le bloc bourgeois cache sa véritable nature, et a tendance à se présenter comme une coalition qui se constitue autour de la défense de la construction européenne ; ce qui laisserait penser que *naturellement*, l'opposition devrait se réunir autour de la défense de la Nation. Mais ce « naturellement » n'est autre qu'une expression de l'hégémonie à laquelle le bloc bourgeois ambitionne et qu'il s'agit de contraster : c'est dans l'intérêt du bloc bourgeois de faire face à une opposition nationaliste, et dans l'intérêt de Macron d'avoir le Front/Rassemblement national comme adversaire « naturel ». Une opposition de gauche a toute légitimité à poser la question du fonctionnement de l'UE ou de l'appartenance à la monnaie unique, mais elle doit le faire à partir de la défense des intérêts sacrifiés par la dynamique capitaliste, et cela dans la plus grande clarté, donc en soulignant toute la distance qui la sépare de ceux qui rejettent l'UE et l'euro sur des bases complètement différentes. Il est évident que dans une telle démarche, la lutte contre la financiarisation ou

contre la précarisation grandissante trouvent toute leur place, tout comme celle pour la préservation des équilibres écologiques, qui figurent aussi parmi les victimes de la dynamique capitaliste. Maintenant, dans la souffrance que les « réformes » du bloc bourgeois vont engendrer, dans une stratégie politique de court/moyen terme, afficher au premier plan l'objectif d'un dépassement du capitalisme serait sans doute en décalage avec les attentes d'électeurs qui demanderont surtout, et avec urgence, d'en corriger les effets socialement dévastateurs. Le bloc bourgeois ne défend pas seulement le capitalisme en tant que tel, mais une organisation néolibérale du capitalisme : l'urgence n'est pas de dépasser le capitalisme, mais de combattre les réformes néolibérales, même si le dépassement du capitalisme peut évidemment rester un objectif de plus long terme.

Le populisme ne semble pas vouloir accepter le marxisme que dans sa forme gramscienne épuré de tout contenu lié à la lutte de classes. Mais dans sa volonté d'agréger un « peuple » des 99 % aux intérêts et aux espoirs divergents, il semble devoir toujours échouer. Dans ce cadre, un parti recentré sur une défense de classes pourrait-il être plus efficace dans le schéma politique pour répondre au « bloc bourgeois » ? Ou peut-on attendre une forme de synthèse à gauche entre marxisme et populisme sur la base du soutien social des différents précaires ou menacés de précarisation ?

Il est compliqué de raisonner autour du « populisme », car le terme revêt des significations très différentes. On peut schématiser : si on se situe dans la perspective politique que nous avons indiquée, il y a un populisme à rejeter et un autre populisme probablement nécessaire. L'opposition efficace au bloc bourgeois doit se construire sur les thèmes liés à la relation salariale et à la protection sociale : il faut donc rejeter le populisme qui remplacerait purement et simplement les clivages engendrés par l'organisation de la production avec d'autres, comme par exemple celui entre « le peuple » et « les élites ». Cette forme de populisme est celle qui, en Italie, a conduit à l'alliance entre Ligue et 5étoiles, qui ont dans leur programme de gouvernement la lutte

contre le précaire mais aussi la *flat tax*, c'est-à-dire une réduction des impôts concentrée principalement sur les revenus les plus hauts. Par contre, les bons résultats obtenus en Europe par Podemos et la France insoumise, mais aussi dans une certaine mesure par Jeremy Corbyn, laissent penser que – dans la perspective que nous soutenons – une autre forme de populisme est nécessaire. Une nécessité qui découle des transformations d'un monde du travail de plus en plus fragmenté, atomisé, dans lequel les solidarités de classe apparaissent toujours plus difficilement. En termes marxistes, c'est le passage de l'intérêt « en soi » à l'intérêt « pour soi » qui, pour les classes dominées dans la relation de travail, est devenu très compliqué. Un discours qui s'adresserait directement et seulement aux « travailleurs » aurait un impact limité, à cause du fait que les travailleurs, surtout ceux que les transformations néolibérales confinent dans des positions d'isolement, ont du mal à se reconnaître dans une seule et unique catégorie. L'appel au « peuple », catégorie plus facilement englobante, peut dans ce cadre avoir une plus grande efficacité politique et trouver ainsi sa justification, à condition cependant que les critères de construction du « peuple » soient ceux que nous avons énoncés. Les classes qui en Italie attendent avec impatience la réduction des impôts sur les revenus élevés ne font pas partie, dans leur grande majorité, des élites du 1% ; mais elles ne peuvent pas non plus être au cœur du « peuple » auquel s'adresse la gauche.

L'Italie est le pays où le marxisme politique a été le plus fort et le plus influent. Il semble avoir disparu. Pourquoi ? Quel est le statut du marxisme aujourd'hui dans la politique italienne ? La France, autre bastion marxiste jusque dans les années 1980, vous semble-t-elle différente ?

L'histoire des rapports entre le marxisme et la politique italienne est longue et compliquée, et il n'est pas évident de la résumer en quelques mots. Mais pour la comprendre, il faut d'abord prendre en compte le rôle absolument dominant que le Parti communiste a joué dans la gauche italienne jusqu'à sa dissolution, en 1991. Le PCI a conditionné de deux façons le développement du marxisme politique.

D'une part, en réservant une place importante, parmi ses intellectuels « organiques », à des marxistes qui, s'ils ont eu un impact déclinant sur la ligne politique du parti, ont trouvé grâce à lui la possibilité et l'espace pour s'exprimer devant un public bien plus large que celui des séminaires universitaires. Qu'on pense par exemple à l'importance dans le débat italien d'un quotidien comme *L'Unità* ou d'une revue comme *Rinascita*. D'autre part, une partie importante de la pensée marxiste italienne s'est développée non seulement en dehors, mais *contre* le PCI, en contestant son progressif abandon d'une perspective révolutionnaire. Cette deuxième, grande branche du marxisme italien a grandi dans les années 1960, par exemple dans la revue *Quaderni Rossi*, mais sa production intellectuelle (et son impact politique dans des mouvements comme *Potere Operaio* ou *Autonomia Operaia*) a été forte aussi dans la période suivante. Les raisons du déclin du marxisme italien sont très nombreuses, mais on est obligé de constater qu'avec la fin du PCI, au début des années 1990, les deux branches du marxisme sont rentrées en crise profonde. L'une, celle « organique », parce qu'elle a perdu le parti qui en garantissait l'existence. Pour l'autre, celle qu'on considérait comme « hérétique », c'est un peu comme si elle avait perdu, avec le PCI, l'une de ses raisons d'existence, peut-être même la principale, à savoir la contestation de l'hégémonie sur la gauche communiste d'un parti qui n'avait plus de perspective révolutionnaire. De son côté, le personnel politique du PCI un peu déboussolé d'un point de vue idéologique après la chute du mur de Berlin, s'est rapidement et massivement tourné vers la troisième voie de Bill Clinton, élu président en 1992, une année après la dissolution du PCI, Blair et Schröder. Aujourd'hui, la troisième voie est en crise verticale partout dans le monde, et c'est la gauche toute entière – non seulement la gauche marxiste – qui se retrouve ainsi marginalisée dans le scénario italien.

La situation française est quelque peu différente en raison à la fois de l'identité et du rôle du PCF, sensiblement différents de ceux du PCI. Le PCF a été plus orthodoxe que son homologue italien et a toujours défendu une conception du marxisme plus ou moins

directement inspirée de la lecture soviétique de Marx et Engels : la contribution à l'élaboration de la pensée marxiste impulsée par les deux partis n'est pas du tout comparable. D'un autre côté, si on regarde l'offre politique, l'influence du marxisme n'a pas été confinée au PCF. L'existence de partis trotskistes a soutenu des lectures marxistes différentes de l'orthodoxie soviétique. De même, en économie, l'école de la régulation est née en portant de nombreuses influences marxistes, qui se sont peu à peu perdues au fil du temps, et s'est inscrite en contestation de la ligne officielle du PCF du « capitalisme monopoliste d'Etat ». Même le PS a connu, au moins pour une part et grâce aussi à l'entrisme trotskiste, des influences marxistes ; et l'objectif de dépassement du capitalisme était inscrit à son programme jusque dans les années 1980. Après tout, c'est une rengaine bien connue des socio-libéraux que de reprocher au PS de n'avoir pas, à la différence de nombre de partis « sociaux-démocrates », fait son « Bad Godesberg ». Ceci dit, tout le monde sait qu'il l'a réalisé dans les faits, ce Bad Godesberg,

et que les socialistes qui avaient conservé, dans leur élaboration théorique, ne serait-ce qu'un peu de marxisme ont progressivement abandonné le parti.

Pour résumer, dans l'offre politique italienne, le PCI a été en mesure de s'assurer le quasi-monopole du marxisme politique : il suffit de rappeler que le parti socialiste italien a ouvertement rompu avec toute référence au marxisme dès 1976, avec la prise de pouvoir de Bettino Craxi. Ce quasi-monopole a paradoxalement produit une grande richesse d'analyse, à la fois de façon délibérée, par les intellectuels organiques, et non intentionnelle, par l'œuvre de penseurs qui contestaient à la fois le PCI et la démocratie parlementaire. En France, le PCF a joué un rôle moins considérable dans l'élaboration théorique ; mais en même temps, l'impact de la pensée marxiste a été important aussi sur les autres composantes de la gauche. La disparition du PCI a ainsi contribué de façon fondamentale à la marginalisation du marxisme politique en Italie, alors que le déclin du PCF n'a pas eu des conséquences du même niveau en France.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.